



HAL
open science

”Les Annales à Beyrouth. Circulations savantes et appropriations historiographiques entre la France et le Liban”

Candice Raymond

► **To cite this version:**

Candice Raymond. ”Les Annales à Beyrouth. Circulations savantes et appropriations historiographiques entre la France et le Liban”. *Revue d’histoire des sciences humaines*, 2019, 34, pp.17-34. halshs-02156813

HAL Id: halshs-02156813

<https://shs.hal.science/halshs-02156813>

Submitted on 14 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Annales à Beyrouth

Circulations savantes et appropriations historiographiques entre
la France et le Liban

*The Annales in Beirut. Scholarly movements and historiographic appropriations
between France and Lebanon*

Candice Raymond



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhsh/2955>

ISSN : 1963-1022

Éditeur

Éditions de la Sorbonne

Édition imprimée

Date de publication : 13 juin 2019

Pagination : 17-34

ISBN : 979-10-351-0314-9

ISSN : 1622-468X

Ce document vous est offert par Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Référence électronique

Candice Raymond, « Les Annales à Beyrouth », *Revue d'histoire des sciences humaines* [En ligne],
34 | 2019, mis en ligne le 27 mai 2019, consulté le 14 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhsh/2955>

Les Annales à Beyrouth

Circulations savantes et appropriations historiographiques entre la France et le Liban

Candice Raymond

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Résumé Phénomène à caractère générationnel, la réception libanaise des Annales françaises a contribué à partir des années 1970 à l'avènement d'une nouvelle matrice historiographique au Liban, l'histoire économique et sociale, qui a occupé durablement une place centrale dans la production historique locale et s'est déclinée sous des formes diverses. Cet article entend montrer comment, dans un contexte d'exercice du métier surdéterminé par la situation de guerre au Liban (1975-1990), des historiens se sont saisis de modèles et de méthodes puisés aux Annales françaises comme autant de ressources dans des stratégies situées d'écriture de l'histoire. En traversant ces presque deux décennies de guerre civile, la dynamique d'appropriation des Annales, portée initialement par des acteurs fortement politisés et animés par de grandes ambitions rénovatrices, s'est progressivement délestée de son potentiel critique et a fini par déboucher sur une sortie du politique.

Mots-clés : historiographie, Liban, Annales, histoire sociale, appropriations, guerre civile

Abstract The Lebanese reception of the Annales Françaises, a generational phenomenon, has contributed, since the 1970s, to the advent of a new historiographic matrix in Lebanon, economic and social history has taken centre stage in the production of local historians for a long time and has taken various forms. This article intends to show how, in the context of a profession overdetermined by the war situation in Lebanon (1975-1990), historians have taken models and methods drawn from the Annales Françaises as resources in strategies found in history writing. In crossing these almost two decades of civil war, the dynamic appropriation of the Annales, initially supported by those who were highly politicised and driven by great ambitions of renovation, has progressively been redirected from its critical potential and has ended up leading to a political solution.

Keywords: Historiography, Lebanon, Annales, Social History, Appropriations, Civil War

It is only in this generation that historical work on the Middle East has begun to be fertilized by a new concept: that of “social history”, of which the principles is that of a “social system”, a whole system of human relationship in which a change in any part reacts on every other part. This idea can of course be developed and used in more than one way. There is an empirical English and American tradition, which springs less from an elaborate theory than from a shift of sentiment and interest away from rulers and governments to “how ordinary people lived”. But three types of systematic thought about society and its past have also had an influence on historians of the Middle East: that of Max Weber, that of Marx and that of the *Annales* school of French historians, with their care for quantitative precision and their willingness to learn from other disciplines and to subject Islamic, like other, history to questions drawn from the general scientific activity of the age. (Hourani, 1980, 182-3)

Le succès de l’histoire sociale dans le domaine des études sur le monde arabe et musulman est un phénomène d’ampleur internationale, dont l’historien britannique Albert Hourani prend acte dès 1974 dans le bilan historiographique qu’il dresse pour le compte de la Middle East Studies Association of North America (repris dans Hourani, 1980). Hourani attribue ce tournant au rayonnement international de ce qu’il appelle « trois types de pensée méthodique sur la société et son passé », celle de Max Weber, celle de Marx, et celle de l’école française des *Annales*¹. Dans le cas précis des *Annales*, ce rayonnement ne recouvre pourtant pas des processus synchrones selon les différents champs scientifiques nationaux, ni homologues quant à leurs références majeures : les *Annales* de Marc Bloch et de Lucien Febvre se diffusent dès les années 1930 et 1940 chez certains historiens turcs (Inalcik, 1985), alors que ce sont déjà d’autres *Annales* que l’on découvre dans les années 1950 ou plus tardivement à travers les travaux de Fernand Braudel (Wallerstein, 1978 ; Hunt, 1986).

Dans le cas libanais, le phénomène peut être assez clairement daté : c’est au tout début des années 1970 que l’histoire économique et sociale « à la française » surgit dans le champ historiographique libanais, à travers le travail séminal de l’historien français Dominique Chevallier (1928-2008) sur la société du Mont-Liban ottoman. L’histoire sociale connaîtra par la suite un succès remarquable et occupera durablement une place centrale dans la discipline, renouvelant largement la manière de pratiquer l’histoire au Liban. Or, la diffusion de cette nouvelle approche historiographique intervient dans un contexte historique particulier, celui de la guerre civile de 1975-1990,

¹ Comme le rappelle Bernard Lepetit, parler des *Annales* amène fréquemment à confondre plusieurs réalités articulées entre elles mais de nature différente : « les *Annales* sont une revue, appuyée sur un nombre important de collaborateurs (“l’École des *Annales*” si l’on veut), qui s’efforce de promouvoir une conception particulière (ou plutôt des conceptions successives) de la science historique et du métier d’historien » (Lepetit, 1991, 1490-1). C’est en gardant ces préventions à l’esprit que j’emploierai ici l’expression routinisée « les *Annales* » pour désigner l’ensemble formé par ces « conceptions successives » d’une histoire sociale protéenne, sans chercher à trancher le débat entre les auteurs les considérant constitutives d’un seul et unique « paradigme des *Annales* » (par exemple Hunt, 1986) et ceux défendant au contraire une lecture plurielle comme « série de paradigmes particuliers » (Revel, 1979). L’usage de caractères italiques signalera quand il est question de la seule revue.

dont l'histoire a constitué l'un des principaux champs de bataille intellectuelle. Divisés politiquement et séparés institutionnellement, engagés pour certains dans d'ardentes controverses manifestant sur le plan des savoirs historiques les conflits politiques et identitaires qui déchiraient alors la société libanaise, nombre d'historiens du cru n'en ont pas moins adopté une même matrice, déclinée sous des formes diversifiées. Si bien que le passage à l'histoire économique et sociale apparaît comme un phénomène générationnel qui transcende les lignes de fracture idéologiques du champ historiographique libanais, tout en s'incarnant dans des travaux dont les similitudes comme les dissemblances demeurent largement déterminées par les coordonnées locales du conflit. En entretien, une dizaine d'historiens parmi ceux que j'ai rencontrés ont expliqué ce changement d'approche par l'*influence*, « terme omniprésent mais jamais défini » (Chapoulie, 2005, 103), qu'aurait eue sur eux « l'école des Annales » ou la « Nouvelle Histoire ». Mais rapportée à la variété des démarches et des méthodes concrètement mises en œuvre par chacun de ces historiens, leur affirmation partagée d'une influence commune montre bien les limites de cette dernière notion qui, comme le soulignait Michel Foucault, « fournit un support – trop magique pour pouvoir être bien analysé – aux faits de transmission et de communication » (Foucault, 1969, 32). En lui préférant ici celle d'appropriation, j'entends montrer d'une part que c'est principalement en fonction des enjeux et des contraintes résultant du contexte local d'exercice du métier, que des historiens se sont saisis de modèles, de concepts et de méthodes puisés aux Annales françaises, comme autant de ressources (parmi d'autres) dans des stratégies *situées* d'écriture de l'histoire. Et d'autre part, que ces emprunts ont infusé de nouvelles historiographies ayant ensuite connu leur vie propre, largement émancipée de la référence française.

Mon propos s'organisera en trois temps : le temps de la réception, qui correspond à la période de formation dans les années 1960 et 1970 d'une nouvelle génération d'historiens qui se feront les promoteurs de l'histoire sociale au Liban ; le temps de l'appropriation, ensuite, où je montrerai comment des emprunts méthodologiques ou théoriques aux Annales françaises se sont organisés en fonction des coordonnées du contexte libanais et de la position qu'y occupe chaque historien ; le temps des déphasages, enfin, où j'aborderai plus brièvement l'autonomisation relative des orientations historiographiques libanaises à l'égard de leurs pôles de référence exogènes et la stabilisation d'une conception de la recherche historique, portée par des historiens occupant désormais des positions dominantes dans la profession, qui marquera durablement la production historique locale².

² Cet article s'appuie sur une recherche menée dans le cadre d'une thèse de doctorat consacrée à l'historiographie libanaise contemporaine et en particulier celle portant sur la période ottomane (Raymond, 2013). Si j'ai renoncé dans ce texte, de sorte à en faciliter la lecture pour les non-spécialistes, à mentionner la plupart des auteurs et à citer les travaux constituant la base empirique de mon analyse, il reste possible de s'y référer pour davantage de précisions.

La « génération Chevallier », vecteur de l'importation de l'histoire sociale *alla franca*

C'est au cours d'une décennie d'intense mobilisation sociale et politique qu'une génération d'étudiants en histoire va être exposée à une historiographie française au sommet de sa gloire, y trouvant de multiples résonances avec leurs propres préoccupations. La plupart de ces futurs historiens³ entrent en effet à l'Université durant une même période, marquée à ses deux bornes par le choc de la défaite arabe lors de la guerre des Six Jours en juin 1967 et par le traumatisme de l'entrée en guerre civile en 1975-1976. Alors que le pays connaît une série de mouvements sociaux, et que la scène politique s'enfoncé dans une crise de plus en plus grave liée à l'essor du militantisme palestinien, la plupart de ces étudiants font l'expérience de l'activisme partisan, syndical ou associatif, mais sans pour autant constituer un ensemble homogène sur le plan politique (leurs sensibilités vont alors de la Nouvelle gauche libanaise au parti phalangiste⁴, en passant par le Parti communiste libanais ou différentes tendances démocrates laïques). Pourtant ces futurs historiens s'inscrivent bien dans ce que Michel Winock dénomme une « communauté de système idéologique » où « [ce] qui appartient à tous est la question dominante du moment, celle qui surgit à cette "période de réceptivité" et de formation [...] ; les réponses philosophiques et politiques à cette question centrale peuvent être divergentes ou contradictoires : elles font système » (Winock, 1989, 19). Or la problématique majeure de cette décennie d'effervescence, dans le champ intellectuel libanais, est double. Elle comprend un premier volet relatif à l'identité historique de l'entité libanaise (*al-kayân*), qui n'est en rien spécifique à cette période précise puisque, depuis la création contestée de l'État libanais sous mandat français en 1920, les questions de la profondeur historique de l'entité politique libanaise et de son identité arabe ou non arabe ont été cœur du conflit séculaire entre nationalistes libanistes, arabistes et pan-syriens⁵. Mais un second volet, qui gagne en visibilité sur l'agenda politique à partir de la fin des années 1960, est adjoint à cette problématique de l'identité historique du Liban : celui de la réforme du système confessionnel libanais (*al-nizâm*)

3 Plusieurs cohortes démographiques forment en fait la génération historique dont il est ici question : les historiens les plus âgés sont ceux nés à la fin des années 1930 (à l'instar de Jean Charaf né en 1939) et les plus jeunes ceux nés dans les années 1950 (Souad Slim ou Khaled Ziadé, par exemple, nés tous deux en 1952), la grande majorité de ces historiens étant constituée de ceux nés dans les années 1940.

4 La Nouvelle gauche (*al-yasâr al-jadîd*) libanaise est constituée de plusieurs organisations et groupuscules marxistes d'extrême-gauche dont la genèse dans les années 1960 et les trajectoires respectives ont été étudiés notamment par Favier, 2004 et Guirguis, 2018. À l'instar du Parti communiste libanais, ces organisations recrutent leurs membres dans diverses communautés confessionnelles, chrétiennes et musulmanes. Le parti phalangiste ou des Phalanges (*hizb al-katâ'ib*) est un parti nationaliste et souverainiste libanais fondé en 1936 par Pierre Gemayel, dont les membres sont principalement issus des communautés chrétiennes maronite et uniates.

5 Une vaste littérature rend compte de ce conflit idéologique au long cours entre nationalismes concurrents et de ses différents abcès de fixation historiographique. Voir notamment Beydoun, 1984 et 1993 ; Kaufman, 2004 ; Raymond, 2013 ; Salibi, 1988.

et du rééquilibrage des rapports intercommunautaires, historiquement favorables aux maronites. C'est d'abord pour tenter de répondre à cette double problématique que cette génération intellectuelle s'est intéressée à l'histoire économique et sociale. Deux autres facteurs s'y conjuguent : la montée en puissance des sciences sociales (en particulier de la sociologie) dans le secteur universitaire, et l'attraction croissante de la pensée marxiste sur une partie du milieu intellectuel libanais. L'enthousiasme révolutionnaire, porté par la vague critique consécutive à la défaite arabe de 1967, se manifeste, chez les plus jeunes de ces intellectuels, par un « désir partagé de s'attaquer aux mythes fondateurs⁶ » et la remise en question d'une « histoire politico-narrative qui ne reflétait pas le fond du problème⁷ ».

Aux insatisfactions intellectuelles de la jeunesse universitaire libanaise, la production scientifique de Dominique Chevallier allait apporter des pistes de réponse. Ayant choisi de se spécialiser sur le monde arabe à l'issue d'une formation disciplinaire en histoire (et non d'une formation orientaliste classique comme la plupart des spécialistes d'études arabes de l'époque), Chevallier a résidé au Liban entre 1956 et 1964 pour y mener ses recherches doctorales⁸. C'est à cette période qu'il publie ses premiers articles sur l'histoire économique et sociale du Mont-Liban et de la Syrie au XIX^e siècle. Mais ses travaux, parus dans les *Annales* (où il publie aussi de nombreux comptes rendus de lecture souvent meurtriers), la *Revue historique, Arabica* ou le *Bulletin d'études orientales*, demeurent alors relativement confidentiels car limités à un lectorat spécialisé francophone. Il faudra dix ans pour que la première de ces publications – une étude consacrée aux causes sociales et fiscales de la révolte paysanne libanaise de 1858, parue dans les *Annales* (Chevallier, 1959) –, fasse l'objet d'une traduction en arabe, publiée en 1969 par la revue intellectuelle communiste *al-Tarîq* (Chevallier, 1969), dans un contexte marqué par la montée des contestations en milieu rural. Cette relance marque l'entrée en résonance de la production scientifique de Chevallier avec l'un des thèmes centraux du débat libanais de l'époque : l'origine des déséquilibres sociaux et communautaires, et les conséquences locales de l'intrusion du capitalisme européen, porté par l'élan colonial dix-neuviémiste.

⁶ Entretien avec Fawwaz Traboulsi (Beyrouth, novembre 2008).

⁷ Entretien avec Ahmad Beydoun (Beyrouth, janvier 2005).

⁸ Chevallier n'appartient pas au premier cercle de « l'école des Annales », ayant été formé en histoire à la Sorbonne à une époque où cette dernière n'y était pas dominante, et préparé son doctorat d'État sous la direction de Pierre Renouvin qui n'y appartenait pas. Différents indices signalent néanmoins sa proximité à la fois sociale et intellectuelle avec les historiens des Annales au cours de cette période : c'est par Fernand Braudel qu'il est introduit auprès de Jacques Berque, qui l'accueille en 1956 au Liban au Centre d'enseignement pratique de l'arabe moderne fondé par le Quai d'Orsay ; il est un contributeur régulier à la revue des *Annales* tout au long de ses années de thèse ; enfin, son jury de thèse est composé du doyen Renouvin, de J. Berque, mais aussi de Pierre Vilar et de Claude Cahen, qui figurent tous dans la rubrique « méthodes et perspectives » de sa bibliographie raisonnée. On retrouve ces diverses sources d'inspiration dans la facture même de sa thèse, qui s'inscrit bien dans une conception « annaliste » de l'historiographie (et bien davantage, d'ailleurs, que ses rares publications ultérieures).

Chevallier, de retour en France après un séjour en Tunisie, achève sa thèse d'État, qu'il publie en 1971 sous le titre *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*. L'ouvrage se propose d'étudier les transformations de la société du Mont-Liban, au cours du XIX^e siècle, au contact de l'expansion européenne en Orient. Partant du principe que cette société ne réagit aux influences extérieures qu'en fonction de sa structure et de sa situation interne spécifique, Chevallier consacre les douze premiers chapitres du livre (qui en compte quinze) à étudier « en quoi coïncident une économie agraire, un système de parenté, une organisation sociale, des traditions juridiques et une armature confessionnelle pour former un tout cohérent utilisé – et ainsi aidé ou maintenu dans ses formes institutionnelles jusqu'au début du XIX^e siècle – par le pouvoir ottoman se manifestant par sa fiscalité » (Chevallier, 1971, 65). Les trois derniers chapitres abordent quant à eux l'ébranlement de ces structures provoqué par l'irruption économique, politique et culturelle de « l'inévitable Occident » (*ibid.*, 273). Pour la génération d'historiens qui nous occupe, cet ouvrage fait véritablement figure d'événement intellectuel : « On ne peut plus écrire après Chevallier comme avant Chevallier », dira l'un d'entre eux⁹. La réception de cette œuvre maîtresse est enthousiaste dans les segments les plus à gauche du milieu intellectuel libanais, convaincus par l'actualité et la pertinence politique des travaux historiques de Chevallier (qui est pourtant loin de partager leurs positions radicales). Son effort de réinscription systématique des structures de la société du Mont-Liban dans la culture arabe et le cadre administratif ottoman s'avère convaincant pour ceux qu'exaspèrent les thèses particularistes de l'historiographie libaniste¹⁰. L'attention qu'il porte aux fondements socio-économiques du pouvoir et aux modes de pénétration du capitalisme européen rencontre de surcroît les préoccupations d'une jeunesse imprégnée de marxisme et d'anti-impérialisme. Mais la réception de son œuvre scientifique va aussi jouer sur d'autres ressorts que les seules résonances politiques et toucher d'autres publics. Ce travail d'histoire économique et sociale s'avère notamment très séduisant pour des étudiants issus des classes populaires et des classes moyennes, premiers bénéficiaires de la massification de l'enseignement supérieur enclenchée dans les années 1960-1970 et qui, selon les termes de l'une d'entre eux, avaient « le désir de faire une histoire des gens, des paysans, ni une histoire des puissants, des notables, de l'État, ni une histoire événementielle, ni une histoire des héros¹¹ ». À l'École supérieure des lettres, succursale de l'Université de Lyon installée à Beyrouth (et qui fermera ses portes en 1975), une

9 Entretien avec l'éditeur et ancien doctorant de Chevallier, Farès Sassine (Beyrouth, octobre 2007).

10 Le libanisme, ou nationalisme libanais, se décline historiographiquement dans des travaux attachés à démontrer la spécificité historique du Liban par rapport à son environnement arabo-islamique, spécificité qu'ils repèrent aussi bien dans les origines de son peuplement (voir les thèses phénicianistes étudiées par Kaufman, 2004) que dans divers épisodes historiques interprétés au prisme du particularisme et de l'autonomie supposée des systèmes de gouvernement local mis en place dans le Mont-Liban (voir en particulier le mythe proto-étatique de « l'émirat libanais » analysé par Beydoun, 1984 et Salibi, 1988). Ce thème de la spécificité historique libanaise s'est aussi manifesté, parmi les historiens passés à l'histoire économique et sociale, par un débat sur le statut foncier de la montagne libanaise au sein de l'Empire ottoman (Raymond, 2013).

11 Entretien avec Souad Slim (Balamand, juillet 2006).

poignée d'étudiants francophones découvrent ainsi, formés par des enseignants français expatriés, cette manière, inédite pour eux, de faire de l'histoire : « C'est au moment où Chevallier a publié son bouquin... Dans le programme de maîtrise, on nous a donné à lire Chevallier et les *Paysans de Languedoc* de Le Roy Ladurie. Ça nous a pris du temps pour comprendre que c'était de l'histoire !¹² » Et sur les recommandations de leurs enseignants, ces étudiants se réorientent vers des sujets d'histoire économique et sociale, qu'ils poursuivront en thèse, pour certains auprès de Chevallier lui-même.

Car à la rentrée universitaire de 1971, Dominique Chevallier met en place un séminaire doctoral au sein de l'UER d'histoire de l'université Paris IV, dont le gros des troupes est rapidement constitué d'étudiants libanais. Après le déclenchement de la guerre civile en 1975, ce séminaire prend l'allure d'un véritable « morceau de Beyrouth transplanté à Paris¹³ ». S'y retrouvent de jeunes intellectuels situés parfois aux deux extrêmes du spectre politique libanais mais qui, à distance du champ de bataille qu'est devenue la capitale libanaise, sont tenus de coexister au sein d'un même espace académique. Le séminaire de Chevallier a pu constituer à cet égard une structure de sociabilité au sein de laquelle se sont formés des réseaux qui se perpétueront une fois ces étudiants revenus au Liban (c'est le cas par exemple de l'Association libanaise pour les études ottomanes, créée en 1987 à Beyrouth, dont cinq membres fondateurs sur sept sont des anciens étudiants de Chevallier). Entre 1976 et 1993, Chevallier a dirigé les thèses de dix-sept futurs professeurs d'université libanais, pour les deux tiers en histoire mais aussi en sociologie, en philosophie ou encore en littérature, puisqu'il s'agissait d'une formation doctorale organisée selon un principe d'aire culturelle plutôt que disciplinaire¹⁴. Chevallier ne peut pourtant pas être considéré comme le fondateur d'une école historique, quelle que soit l'acception retenue de cette notion (Orain, 2018). Certes, il a pu jouer un rôle de maître à penser auprès d'un petit nombre de ses étudiants qui lui resteront très proches et que lui-même considère comme autant de « disciples¹⁵ ». Mais pour les autres jeunes chercheurs ayant passé leur thèse sous sa direction (une direction en fait assez distante et dans une ambiance post-1968 qui ne favorise pas une relation apaisée au maître), l'inscription en Sorbonne a surtout représenté un sésame autorisant leur formation en parallèle auprès des grands noms de la discipline historique : plusieurs témoignent avoir suivi à l'occasion de leur séjour parisien une sorte de programme de cours « à la carte », qu'ils se confectionnaient eux-mêmes selon leurs propres centres d'intérêt.

¹² Entretien avec Souad Slim (Beyrouth, janvier 2010).

¹³ L'expression est de l'historien français Henry Laurens, lui-même participant à ce séminaire et ancien doctorant de Chevallier.

¹⁴ Rabah Abi Haydar (1976), Antoine Abdel Nour (1976, puis doctorat d'État obtenu en 1979), Elias al-Qattar (1977), Mounir Ismail (1978), Mounzer Jaber (1978), Nawaf Salam (1979), Marlène Nasr (1979), Issam Khalifé (1980), Weygand Alam (1981), Ahmad Beydoun (1981), Sonia Debs (1981), Souad Abou el-Rousse Slim (1984), Saoud al-Maoula (1984), Samir Kassir (1990), Mona Takieddine Amyuni (1990), Antoine Hokayem (1992), May Davie (1993). À ces docteurs devenus enseignants du supérieur s'ajoutent les docteurs libanais ayant suivi une autre orientation professionnelle : sur la seule période 1973-1987, dix-neuf des trente-six thèses sur le Moyen-Orient dirigées par Chevallier sont le fait d'étudiants libanais, soit plus de la moitié.

¹⁵ Terme que Chevallier emploie dans ses mémoires (Chevallier, 2008, 44).

Le retour au Liban de ces jeunes docteurs libanais, issus du séminaire Chevallier et plus largement des universités françaises, ouvre une nouvelle séquence du processus de réception de cette nouvelle perspective historiographique. Leur arrivée en nombre sur le marché libanais du travail universitaire, entre la fin des années 1970 et celle des années 1980, entraîne un renversement de la pyramide des âges au sein du corps enseignant. Beaucoup parviennent en effet à intégrer l'université publique (l'université libanaise, UL), que la guerre civile a fait éclater en cinq sections régionales recrutant largement¹⁶. Les cinq départements d'histoire de chacune de ces sections comptent désormais un petit nombre de titulaires de longue date et de nombreux entrants, ce qui favorise les ruptures intergénérationnelles et la mise en œuvre de leur ambition partagée de rénovation de l'histoire. Les nouveaux enseignants diplômés de France seront alors des acteurs capitaux dans la diffusion auprès de leurs collègues des orientations historiographiques inspirées par les Annales françaises. À partir de ce moment, le succès de l'histoire économique et sociale va être fulgurant, bien qu'il se trouve éclaté sur plusieurs pôles universitaires souvent concurrents.

Usages libanais des Annales

La diffusion de cette nouvelle approche d'histoire sociale transcende les clivages idéologiques et communautaires fracturant le champ historiographique libanais, puisque ses praticiens se recrutent aussi bien parmi les historiens marxistes que parmi ceux de sensibilité libaniste et même parmi des historiens inscrits dans un courant revivaliste sunnite qui, sans être passés par les universités françaises ni faire usage d'une bibliographie francophone, vont s'aligner à leur manière sur les nouvelles tendances promues par leurs collègues. Seuls semblent échapper à ce phénomène générationnel les historiens de l'université américaine de Beyrouth (AUB) qui, fidèles à la tradition de cette université, demeurent tournés vers l'histoire politique et l'histoire intellectuelle¹⁷. L'histoire économique et sociale prend d'autant plus l'allure d'un air du temps scientifique qu'elle bénéficie en outre, dans les années 1980, de l'essor de réseaux régionaux d'historiens

¹⁶ L'UL s'est engagée dès 1976, en raison de la situation sécuritaire dans la capitale libanaise, dans un mouvement de subdivision de chacune de ses facultés en plusieurs sections quasi-autonomes (d'abord de chaque côté de la ligne de démarcation séparant Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, puis dans les trois principales villes de province). Cet éclatement géographique de l'université publique, conforme aux divisions politico-confessionnelles dessinées par la guerre civile, a suscité un accroissement substantiel des effectifs étudiants, passant d'environ 15 000 étudiants en 1974 à plus de 40 000 en 1979 (Raymond, 2019). Cette hausse extrêmement rapide des effectifs s'est traduite en matière d'emploi universitaire par la démultiplication des opportunités de recrutement pour les nouveaux docteurs en sciences humaines et sociales arrivant sur le marché du travail. Ceux-ci ont été recrutés dans un premier temps comme chargés d'enseignement vacataires ou comme enseignants contractuels à temps plein, avant de bénéficier au cours des années 1980 de vagues de titularisations massives.

¹⁷ Seules exceptions dans les années 1970, Marwan Buheiry, auteur de plusieurs études d'histoire économique, et Rashid Khalidi, qui passe de l'histoire des idées à l'histoire sociale du nationalisme arabe, quittent tous deux l'AUB autour de 1984, année marquée par l'assassinat du président de l'AUB et par une profonde dégradation des conditions sécuritaires à Beyrouth-Ouest qui asphyxie l'université américaine et isole fortement ses historiens au plan local.

qui démultiplient ses vecteurs de diffusion. Les congrès du Comité d'histoire du Bilâd al-Shâm, piloté par l'université de Damas et celle de Jordanie, et les « symposiums internationaux sur l'histoire des provinces arabes à l'époque ottomane », organisés à Tunis sous la houlette de l'historien tunisien Abdel-Jelil Temimi, réunissent à échéances régulières nombre de spécialistes de la région qui, à l'instar des confrères libanais qu'ils rencontrent à cette occasion, font montre d'un véritable engouement pour l'histoire économique et sociale dans ses différentes déclinaisons. Mais il reste qu'au Liban, tant la centralité acquise par la référence au maître-ouvrage de Chevallier dans le débat historiographique interlibanais que la place occupée par les historiens passés par la France lors de leur formation doctorale¹⁸ favorisent une plus grande proximité avec le style français des Annales.

Pourtant, à l'examen, quelle place occupent réellement les références à l'historiographie française contemporaine, au-delà d'éventuelles proclamations d'héritage, dans les ouvrages libanais d'histoire économique et sociale de cette période ? En fait, l'étude des références bibliographiques explicitement mobilisées par nos historiens montre que, si l'on exclut les références aux historiens du monde arabe ou des études ottomanes utilisées comme littérature secondaire (et bien qu'elles s'avèrent elles aussi susceptibles de contribuer à la diffusion de modèles et de méthodes), les références aux historiens des Annales non spécialistes de la région mais utilisés au titre de référence théorique ou méthodologique, s'avèrent finalement peu fréquentes. Celles relevées dans mon corpus sont très clairement mises au service de stratégies de légitimation, et ce, dans deux types de travaux. Ceux, tout d'abord, produits dans les sous-espaces francophones ou francophiles du champ académique libanais (l'université Saint-Joseph des pères jésuites¹⁹, la section Beyrouth-Est de l'UL, dont les historiens – exclusivement chrétiens – sont aux deux tiers titulaires de doctorats français, ou encore l'université Saint-Esprit de Kaslik²⁰) : on est là dans une logique de fidélité au modèle, où le référent français tient lieu à la fois de source d'inspiration et de caution scientifique. Au contraire, dans les segments du champ académique faisant primer l'arabité (sections Beyrouth-Ouest et Tripoli de l'UL, université arabe

18 D'après le premier guide unifié de l'UL publié en 1998, date à laquelle les historiens recrutés dans les années 1970 et 1980 forment encore l'essentiel du corps enseignant, environ la moitié des 140 enseignants à temps plein en histoire et archéologie sont titulaires d'un doctorat français.

19 Héritant d'une longue tradition orientaliste ayant fait sa réputation, l'université Saint-Joseph (USJ) ne se dote qu'en 1977, suite à la fermeture définitive de l'École supérieure des lettres, d'une faculté de Lettres et Sciences Humaines comprenant un département d'histoire autonomisé de la formation pluridisciplinaire en « lettres orientales ». Dans ce département, l'enseignement, prodigué en français, s'inscrit résolument dans un référentiel disciplinaire français (« méthodes de la *Nouvelle Histoire*, de l'histoire sérielle ou des mentalités, de la démographie sociale », comme l'indique le bilan décennal du département paru dans les *Nouvelles de la Faculté*, n° 3, 1988, 15).

20 Fondée en 1961 par un ordre missionnaire maronite, l'université Saint-Esprit de Kaslik (USEK) comprend un institut d'histoire proposant une formation disciplinaire de la licence au doctorat. L'enseignement y est dispensé essentiellement par des historiens francophones, formés en grande majorité en France.

de Beyrouth²¹), les ouvrages faisant explicitement usage des Annales – ils sont beaucoup plus rares, mais citons notamment les premiers travaux de Massoud Daher ou Wajih Kawtharani – sont principalement des « œuvres de jeunesse » qui fonctionnent davantage sur le mode de la subversion : dans ce cas-là, anti-impérialisme et arabisme font bon ménage avec les emprunts théoriques à l'Occident, mais pour autant que les références mobilisées soient celles d'historiens marxistes (Pierre Vilar, Georges Lefebvre, Albert Soboul) ou alors d'historiens dont la ligne soit considérée comme politiquement tolérable : Marc Bloch apparaît parfois dans leur bibliographie, mais jamais Pierre Chaunu ni François Furet – ce qui n'empêche pas certains historiens, comme j'ai pu le remarquer dans un ouvrage au moins de mon corpus, de paraphraser ces auteurs sans toutefois les citer en référence.

Au-delà des emprunts immédiatement repérables par le jeu des références bibliographiques, l'appropriation du modèle des Annales transparait surtout des choix de méthode ou au travers de certaines formes d'analogie. J'en relèverai trois. La première est relative au succès chez certains historiens des approches quantitatives et de l'histoire sérielle. Si ceux faisant montre d'une prédilection particulière pour ces méthodologies indexent volontiers leur choix à la nature de la documentation exploitée (registres fiscaux, actes juridiques des monastères, etc.), il apparaît aussi que les positions qu'ils ont occupées au sein du champ académique pendant la guerre les rendaient alors d'autant plus enclins à recourir aux effets de scientificité qu'ils pouvaient escompter de telles méthodes. Certains d'entre eux se trouvent en effet, au début de leur carrière, dans une situation de relative précarité professionnelle alors que leur sensibilité politique les place en dissonance par rapport à leur environnement immédiat : ainsi, par exemple, de quelques historiens chrétiens pro-palestiniens, de gauche ou syndicalistes indépendants qui ont été recrutés, mais sans être titularisés, dans des institutions universitaires dominées par les phalangistes. Cette position explique largement leur préoccupation constante pour des méthodologies qui puissent garantir, selon eux, une objectivité maximale et les prémunir de toute critique en partialité. Chez ces historiens aussi, le choix des références théoriques n'est pas anodin : ici, les historiens français connus pour leur engagement communiste sont prudemment laissés de côté, au profit de références moins encombrantes sur le plan de l'affichage politique. Second cas de figure, plus rare puisque je ne l'ai observé que pour un seul des historiens étudiés : le recours aux méthodes quantitatives intervient non pas au moment de l'entrée dans le métier mais plus tardivement, chez un historien connu pour son militantisme précoce au sein de l'un des principaux partis politiques engagés dans le conflit (dont il est même devenu l'historiographe), et pour sa contribution active à certaines activités

²¹ L'université arabe de Beyrouth (UAB) est une université privée arabophone fondée en 1960 par une association issue de la notabilité sunnite beyrouthine, avec l'appui de l'État égyptien (alors République Arabe Unie) et sous le contrôle académique de l'université d'Alexandrie.

de propagande au début de la guerre. Il est ici probable que les procès en idéologie et les accusations de parti pris que lui a valu son engagement partisan aient nourri son intérêt pour des méthodologies et des modes d'écriture de l'histoire susceptibles d'étayer ses prétentions à la scientificité. Dans ce cas comme dans le précédent, le choix des méthodes quantitatives et sérielles va de pair avec une condamnation explicite des modes d'écriture de l'histoire les plus littéraires, auxquels est préféré un recours systématique au tableau et au graphique, et parfois à la projection cartographique. Si la rupture avec une historiographie dite « traditionnelle » et son héroïsme romantique est à cet égard revendiquée, ce choix d'écriture tient aussi pour beaucoup au caractère fortement agonistique des rapports historiens en temps de guerre. La « scientificité » – à entendre ici non pas comme critère de validité épistémique de l'historiographie mais comme mode d'énonciation du discours incarné dans des choix de méthode, de références bibliographiques, de types d'écriture – a d'autant plus tendu à se substituer à la belle langue et à l'érudition comme argument d'autorité que les débats s'antagonisaient et faisaient de l'objectivité un enjeu rhétorique.

Seconde orientation dans la production historique libanaise indiquant comment les Annales ont pu servir de modèle : la multiplication des monographies d'histoire locale suivant un « plan à tiroirs ». L'analogie est en effet frappante entre les grandes thèses régionales françaises et les nombreuses monographies qui sont produites au Liban à partir des années 1980. Certains d'ailleurs se revendiquent explicitement de ce modèle, à l'instar d'Issam Khalifé qui affirme avoir voulu écrire sur « Les paysans du Batroun » comme Le Roy Ladurie sur « Les paysans de Languedoc »²². Le plus souvent, ces monographies adoptent une démarche d'inventaire, la description s'organisant autour d'un plan faisant irrémédiablement se succéder une introduction géographique ou toponymique et différents chapitres portant sur l'organisation administrative et fiscale, la démographie, l'agriculture, l'économie locale et la vie culturelle. Cette prolifération des monographies d'histoire locale, dont le découpage historiographique du territoire libanais reproduit la fragmentation résultant de la guerre, tient en partie à l'éclatement de l'UL et aux difficultés accrues d'accès aux sources dans un contexte de guerre : pour y faire face, les professeurs de chaque section encouragent volontiers leurs étudiants à réaliser l'étude de leur village ou région d'origine. En outre, une partie de ces travaux se positionne en réaction à l'historiographie libaniste traditionnelle qui se préoccupait essentiellement du Mont-Liban et ignorait presque totalement les régions périphériques et les villes côtières qui lui ont été adjointes lors de la création du Grand-Liban en 1920. L'histoire urbaine a fourni quelques-uns des territoires sur lesquels s'est développée cette tendance monographique, à l'échelle d'une ville dans les cas de Tripoli et de Saida et parfois à l'échelle d'un quartier dans le cas d'une Beyrouth écartelée

²² Le district de Batroun, dont cet historien de l'UL est originaire, est situé dans la partie septentrionale du Mont-Liban. Entretien avec Issam Khalifé (Fanan puis Dekwaneh, février 2009).

par la guerre. Les grandes thèses urbaines produites par certains spécialistes français du monde musulman – celle de Robert Mantran sur Istanbul (1962) et celle d'André Raymond sur Le Caire (1973) – ont à cet égard largement contribué à populariser le modèle monographique en histoire urbaine. Mais ce modèle a connu son plus grand succès dans le domaine de l'histoire rurale. Si le Mont-Liban est demeuré le cadre d'un nombre important de travaux, notamment d'étudiants, les régions septentrionales de Tripoli et du 'Akkar, la plaine orientale de la Bekaa et le Sud-Liban ont fait l'objet d'un intérêt inédit et donné lieu à des monographies régionales ou circonscrites à certaines localités qui, toutes, entendaient contribuer à un double décentrement de l'historiographie libanaise, du politique vers le social et du Mont-Liban vers ses périphéries.

La règle voulant que chacun travaille sur sa région d'origine ne souffre guère d'exceptions. Pour Ahmad Beydoun, ce phénomène est à rapporter à « la résurgence d'un narcissisme confessionnel aigu » (Beydoun, 2002), qui expliquerait à la fois la multiplication des monographies d'histoire locale au sein de la production universitaire et la réapparition d'histoires locales écrites par des historiens amateurs, qui intervient de manière concomitante. Toutes deux paraissent se nourrir du regain d'intérêt du lectorat pour une histoire infranationale et même infracommunautaire. L'attrait que cette tendance monographique a exercé sur une partie des chercheurs et étudiants peut en outre s'expliquer par sa capacité à ressusciter un genre autochtone, l'histoire locale, qui avait connu de belles heures au XIX^e siècle parmi certains érudits du cru. Or la redécouverte de leurs écrits par des chercheurs en quête de sources locales pousse insensiblement dans le sens d'une exploitation de plus en plus patrimoniale de cette documentation. Cette tendance est tout aussi patente dans les monographies de localités rurales produites par les historiens qui en sont natifs qu'elle ne l'est dans certains travaux d'histoire urbaine consacrés à Beyrouth ou Saida (Reilly, 2011 et 2012). Dans le contexte de repli identitaire qui affecte les communautés libanaises au cours de la guerre, le renouveau de l'histoire locale s'effectue selon une logique conservatoire qui finit par mettre à mal les ambitions rénovatrices ayant initialement animé nombre d'historiens de la « génération Chevallier », alors que ceux-ci constituent pourtant la majorité des directeurs de recherche poussant les étudiants sur cette voie. Même lorsque Issam Khalifé s'empare, au nom d'un projet de renouvellement historiographique dont il a été un des plus fervents artisans, du concept braudélien de « civilisation matérielle », il n'échappe pas à cette logique patrimoniale et à une nostalgie pour « ce monde que nous avons perdu » (selon la formule de Peter Laslett, 1965) que ce fils de paysans partage avec certains représentants français de la « Nouvelle histoire ». D'autres historiens, tel son collègue de l'UL Joseph Abou Nohra par exemple, optent pour ce type d'historiographie parce qu'elle constitue selon eux un élément majeur d'unification du discours historique national, plus que jamais déchiré par les instrumentalisation communautaires de l'histoire : l'histoire socio-économique du monde rural donnerait à voir une société paysanne soumise, en dépit des différences

professionnelles, aux mêmes contraintes géographiques et climatiques, et dont la culture matérielle serait homogène, avec pour symbole unificateur ces terrasses que les hommes ont façonnées ensemble dans la montagne.

Une tension similaire entre repli identitaire et désir de dépassement des divisions communautaires, caractéristique des dernières années de guerre et des premières d'après-guerre, traverse enfin un champ de recherches qui émerge lui aussi parmi cette génération d'historiens libanais frottés aux Annales : c'est celui de la démographie historique, qui a donné lieu à quelques contributions pionnières entre les années 1980 et 1990. Les incursions libanaises dans le domaine de la démographie historique s'inscrivent dans une double filiation méthodologique qui illustre bien la complexité des réseaux de circulation de modèles ne pouvant être réduits à la bipolarité Liban/France mais reposant parfois sur des mécanismes de « transfert culturel triangulaire » (Dmitrieva et Espagne, 1996). En matière de démographie historique, ceux-ci transitent par la Turquie, puisque dans les travaux qui lui sont consacrés par certains historiens libanais, c'est aux spécialistes turcs qu'il est le plus fréquemment fait référence. Or l'école historique turque a tôt été connectée aux Annales françaises, dès les années 1930, à travers Mehmet Fuat Köprülü et son influente revue *Türk Hukuk ve İktisat Tarihi Mecmuası* (*Journal d'histoire juridique et économique turque*). Les trajectoires des deux historiens turcs dont les noms reviennent de manière récurrente dans les études libanaises, Ömer Lütfi Barkan et Halil Sahilioğlu, sont elles-mêmes étroitement liées aux Annales²³. Les œuvres pionnières de Barkan, qui attirent l'attention des chercheurs sur les recensements fiscaux ottomans conservés dans les archives stambouliotes, puis les études de Sahilioğlu sur la population des provinces arabes de l'Empire, participent de l'intérêt naissant des historiens libanais pour les documents ottomans de Turquie d'une part, et pour la démographie historique de l'autre. Et ce sont les méthodes développées par ces deux historiens turcs que leurs confrères libanais adoptent préférentiellement dans leurs propres travaux, non sans en discuter au préalable les mérites par rapport à celles employées par leurs confrères français (ou belges).

Le plein développement d'un champ de recherche en démographie historique se heurte cependant au Liban à un obstacle majeur : le caractère potentiellement conflictuel de résultats qui viendraient se heurter aux prétentions des communautés confessionnelles à une ancienneté d'installation ou à une contribution significative dans l'histoire de telle ville ou de telle région. Ainsi, parmi les spécialistes beyrouthins d'histoire urbaine, les questions d'ordre démographique se sont-elles révélées propices à l'émergence de controverses dans les années 1990. Derrière des débats à caractère technique portant sur les sources et les méthodes mobilisées, la discussion

23 Barkan, diplômé de l'université de Strasbourg au début des années 1930, c'est-à-dire au moment où Lucien Febvre et Marc Bloch y lancent la célèbre revue, entretiendra tout au long de sa carrière un dialogue permanent avec Fernand Braudel ; et c'est à ce dernier que Sahilioğlu doit l'obtention d'une bourse qui lui permettra de poursuivre ses études en France et de s'y familiariser avec l'historiographie française (Temimi, 1997), collaborant d'ailleurs avec lui pour la seconde édition de *La Méditerranée*.

sur la démographie historique beyrouthine met en opposition des historiens qui appartiennent soit aux communautés se prévalant d'une présence de longue durée dans la ville (sunnites et orthodoxes), soit aux communautés issues de migrations plus récentes ou de l'exode rural (principalement maronites). Et toute tentative d'échapper à cette bipolarité se heurte à la puissance des assignations identitaires produites dans la controverse, raison pour laquelle plusieurs jeunes chercheurs ont préféré désertier ce domaine de recherches. Ces débats ne se calent néanmoins jamais sur une ligne de clivage islamo-chrétien et se déploient bien davantage entre historiens chrétiens. On pourrait y voir au premier abord les effets du contexte d'immédiat après-guerre : le retour en force du thème de la « coexistence », se manifestant par un regain d'intérêt pour l'étude des relations islamo-chrétiennes, pousserait au contournement des aspects démographiques du rapport islamo-chrétien, dont la saisie serait susceptible de réactiver du conflit là où l'apaisement est recherché. Mais cette configuration du débat démographique sur Beyrouth illustre bien davantage les décalages existant, au sein du petit groupe de spécialistes de l'histoire sociale de la ville, entre les historiens francophones formés à la Nouvelle Histoire au sein de l'USJ ou en France, et leurs confrères arabophones évoluant entre l'UL et l'UAB qui préfèrent bien souvent la reconstitution des généalogies familiales au dénombrement des populations urbaines.

Déphasages

La désaffection dont a finalement souffert la démographie historique participe dans une certaine mesure du découplage progressif entre historiographies française et libanaise. La démographie historique constitue en effet une porte d'entrée potentielle vers des problématiques ayant trait à la maladie, à la mort, à l'alimentation, à la sexualité, etc., qui ont connu un essor remarquable dans la production historique française à partir des années 1970 mais qui n'ont donné lieu à aucune appropriation de la part des historiens libanais pourtant formés à la même période. Si en France, comme l'affirme François Dosse, « [l']itinéraire qui mène de la cave au grenier, de l'étude des structures économiques et sociales à l'histoire des mentalités fut celui de toute une génération » (Dosse, 2005, 200), au Liban il n'en a rien été.

Les échappées ethnographiques que quelques travaux d'histoire rurale ont effectuées, à travers l'étude des structures familiales ou de la culture matérielle, sont en effet restées bien en deçà d'une anthropologie historique qui n'a guère connu de succès. En dépit des quelques apparitions du très anthropologique *Montaillou* de Le Roy Ladurie dans certaines bibliographies, c'est bien l'historien des années 1960, celui des *Paysans de Languedoc*, qui demeure la référence la plus fréquemment sollicitée. L'histoire culturelle, qui connaît en France un regain d'intérêt à partir des années 1980, ne fait pas non plus recette parmi les historiens libanais. Les productions libanaises dans ce domaine témoignent d'une forte continuité avec les approches classiques d'histoire

des idées, tandis que l'histoire des mentalités et l'histoire des représentations sont pratiquement absentes de ce paysage historiographique. Le seul historien se revendiquant de cette spécialité, Youssef Mouawad, est en fait un historien amateur, avocat de formation, que sa position extérieure à la profession autorise à jouer un rôle de trublion qu'il affectionne. Car pour lui, l'histoire des mentalités a pour effet de « déstabiliser les consciences » et de « renverser les idoles »²⁴. D'où la réticence de ses confrères à adopter ce type de prisme : rouvrir la boîte de Pandore des mythologies communautaires s'avère peu compatible avec les stratégies de reconnaissance sociale mises en œuvre par les historiens professionnels une fois établis²⁵.

Or, ces stratégies expliquent en partie le déphasage progressif entre les tendances historiographiques françaises et libanaises. Aux stratégies de subversion et de légitimation par le recours à l'extérieur, caractéristiques du moment d'entrée dans la profession, se sont progressivement substituées des stratégies d'autorité, qui passent bien davantage par la maîtrise des sources arabes et des sources documentaires locales que par la recherche de l'innovation méthodologique ou théorique. À cela s'ajoute la chute brutale du niveau de vie des enseignants universitaires à la suite de l'effondrement de la livre libanaise pendant la seconde partie de la guerre, qui a été un facteur déterminant dans leur décrochage des dynamiques scientifiques internationales : leurs déplacements à l'étranger se font moins fréquents, les achats de livre s'effectuent au compte-gouttes. Enfin, il faut considérer une certaine fatigue des historiens à l'issue de la guerre. La plupart d'entre eux aspirent dorénavant à pacifier leurs rapports et à restaurer la crédibilité de leur profession, écornée par leurs conflits idéologiques. Cette tentative de réconciliation et de réhabilitation s'articule autour d'une identité professionnelle minimale, qui valorise l'historien comme artisan du document historique. Et en réaction aux excès passés, une tendance néopositiviste tend à s'imposer comme la voie royale de sortie du conflit.

*
**

Phénomène à caractère générationnel, l'appropriation libanaise des Annales a contribué à l'avènement au Liban d'une nouvelle matrice historiographique, l'histoire sociale, qui, si elle n'a su accaparer tout le spectre de la production historique, y a occupé durablement une place centrale et s'est déclinée sous des formes diverses,

²⁴ Entretien avec Youssef Mouawad (Beyrouth, décembre 2008).

²⁵ Jocelyne Dakhliia constate qu'un décrochage similaire intervient entre historiographies maghrébines et historiographies françaises avec le développement de l'anthropologie historique. Elle explique ce « divorce » par le discrédit colonial pesant sur l'anthropologie au Maghreb et par le manque d'appétence des historiens maghrébins pour des formes d'histoire susceptibles de leur renvoyer « une vision archaïsante d'eux-mêmes » (Dakhliia, 1996, 49). Au Liban en revanche, l'anthropologie ne souffre pas d'un même degré de défiance et la discipline connaît même un certain regain d'intérêt dans le contexte de la guerre civile, mais sans pour autant se traduire par un « tournant anthropologique » des pratiques historiques.

tant il est vrai que « tout travail de production culturelle est simultanément travail de métissage, et [...] la mise en œuvre créatrice d'un répertoire donné est contextuelle et non exclusive d'autres identifications » (Bayart, 1985, 352). Sa stabilité au cours des trois décennies consécutives à ce que d'aucuns qualifièrent de « révolution Chevallier²⁶ » n'est pas, en soi, contradictoire avec l'ambition rénovatrice ayant initialement animé les historiens de cette génération : l'histoire économique et sociale ayant acquis en quelque sorte le statut de « science normale », la mise en œuvre d'un chantier d'enquêtes et la collecte de nouvelles données empiriques apparaissent au contraire comme le prolongement nécessaire de cette entreprise de renouvellement historiographique. Bien plus surprenant que cette durabilité, d'autant plus favorisée en l'absence de véritable pression de la part des nouveaux entrants dans le champ²⁷, serait plutôt ce paradoxe : la dynamique d'appropriation des Annales françaises, portée initialement par des acteurs fortement politisés et animés par de grandes ambitions rénovatrices, a certes largement rempli ses objectifs de renouvellement des objets, des pratiques et des savoirs historiques. Mais ce faisant, elle s'est progressivement délestée de son potentiel critique et a fini par déboucher sur une sortie du politique.

²⁶ Entretien avec Farès Sassine (Beyrouth, octobre 2007).

²⁷ Sur le plan de la démographie universitaire, la pyramide des âges au sein du corps enseignant, qui avait favorisé les ruptures intergénérationnelles entre les années 1970 et 1980, s'inverse à partir des années 1990. Les professeurs en poste sont installés pour au moins une ou deux décennies de plus, et les opportunités d'emploi universitaire se font d'autant plus rares que les effectifs étudiants en histoire sont en chute libre. En raison de la forte segmentation du secteur universitaire, cette configuration tend à favoriser des pratiques de cooptation peu propices à l'innovation et encore moins à la subversion. Au final, la production historiographique des nouvelles cohortes se place pour l'essentiel dans la continuité des travaux de leurs aînés.

Bibliographie

- Bayart, J.-F.**, 1985, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35/3, p. 343-373, DOI : 10.3406/rfsp.1985.411322.
- Beydoun, A.**, 1984, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Beyrouth, Publications de l'université Libanaise.
- Beydoun, A.**, 1993, « Les lectures contemporaines de l'histoire du Liban », dans id., *Le Liban. Itinéraires dans une guerre incivile*, Paris, CERMOC/Karthala, p. 43-52.
- Beydoun, A.**, 2002 (juillet), « Histories of Lebanon as Mirrored by its Confessional Communities », communication à la conférence *Understanding Lebanon Today*, Université de Sydney.
- Chapoulie, J.-M.**, 2005, « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 13, p. 99-126, DOI : 10.3917/rhsh.013.0099.
- Chevallier, D.**, 1959, « Aspects sociaux de la Question d'Orient. Aux origines des troubles agraires libanais en 1858 », *Annales. Économies Sociétés Civilisations*, 14, p. 35-64, DOI : 10.3406/ahess.1959.2796.
- Chevallier, D.**, 1969, « Al-asbâb al-`amiqa li al-idtirâbât al-fallâhiya fi Kisrawân `âm 1858 » [Les causes profondes des troubles paysans de 1858 au Kisrawân], trad. ar. par Akram al-Râfi`î, *al-Tariq*, 28/9, p. 58-79.
- Chevallier, D.**, 1971, *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuthner.
- Chevallier, D.**, 2008, *Vapeurs de sang. Le Moyen-Orient martyr*, Beyrouth/Arles, Dar an-Nahar/Actes Sud.
- Dakhli, J.**, 1996, « Les Annales et le monde arabe », entretien avec Hassan Arfaoui, *MARS. Le monde arabe dans la recherche scientifique*, 7, *La Nouvelle Histoire face au monde arabe*, p. 45-51.
- Dmitrieva, K. et Espagne, M.** (dir.), 1996, *Transferts culturels triangulaires : France-Allemagne-Russie*, Paris, Éditions de la MSH.
- Dosse, F.**, 2005 [1987], *L'histoire en miettes. Des « Annales » à la « Nouvelle Histoire »*, Paris, La Découverte.
- Favier, A.**, 2004, *Logiques de l'engagement et modes de contestation au Liban. Genèse et éclatement d'une génération de militants intellectuels (1958-1975)*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université d'Aix-Marseille 3.
- Foucault, M.**, 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.
- Guirguis, L.**, 2018, « La référence au Vietnam et l'émergence des gauches radicales au Liban, 1962-1976 », *Monde(s)*, 14, p. 223-242, DOI : 10.3917/mond1.182.0223.
- Hourani, A.**, 1980, « The Present State of Islamic and Middle Eastern Historiography », dans id., *Europe and the Middle East*, Berkeley, University of California Press, p. 161-196.
- Hunt, L.**, 1986, « French History in the Last Twenty Years: The Rise and Fall of the Annales Paradigm », *Journal of Contemporary History*, 21/2, p. 209-224, DOI: 10.1177/002200948602100205.
- Inalcik, H.**, 1985, « Impact of the Annales School on Ottoman Studies and New Findings », dans id., *Studies in Ottoman Social and Economic History*, Londres, Variorum, p. 69-96.
- Kaufman, A.**, 2004, *Reviving Phoenicia. The Search for Identity in Lebanon*, Londres/New York, I. B. Tauris.
- Laslett, P.**, 1965, *The World We Have Lost*, Londres, Methuen.
- Lepetit, B.**, 1991, « P. Burke, *The French Historical Revolution. The Annales School, 1929-1989* », *Annales. Économies Sociétés Civilisations*, 46/6, p. 1490-1491, en ligne : www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1991_num_46_6_279020_t1_1490_0000_001 (consulté le 7 janvier 2019).

Mantran, R., 1962, *Istanbul dans la seconde moitié du XVI^e siècle*, Paris, Maisonneuve.

Orain, O., 2018, « Les Écoles en sciences de l'homme : usages indigènes et catégories analytiques », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 32, p. 7-38, DOI : 10.4000/rhsh.288

Raymond, A., 1973-1974, *Artisans et commerçants au Caire au XVIII^e siècle*, 2 vol., Damas, Institut français de Damas.

Raymond, C., 2013, *Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la période ottomane, de la fin des années 1960 à nos jours*, thèse de doctorat en histoire, Paris, EHESS.

Raymond, C., 2019 (à paraître), *Le métier d'historien au Liban. Sociohistoire d'une discipline indisciplinée*, Beyrouth, Presses de l'Institut français du Proche-Orient.

Reilly, J., 2011, « Ottoman Beirut: Crisis, History, and Sectarian Memory », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 31/1, p. 164-171, DOI: 10.1215/1089201X-2010-064.

Reilly, J., 2012, « Ottoman Saida and the Problems of Lebanese "National" Narrative », dans Nielsen, J. (éd.), *Religion, Ethnicity and Contested Nationhood in the Former Ottoman Space*, Leyde/Boston, Brill, p. 173-186.

Revel, J., 1979, « Histoire et sciences sociales : les paradigmes des Annales », *Annales. Économies Sociétés Civilisations*, 34/6, p. 1360-1376, DOI : 10.3406/ahess.1979.294131.

Salibi, K., 1988, *A House of Many Mansions. Lebanese History Reconsidered*, Londres, I. B. Tauris.

Temimi, A. J. (dir.), 1997, *Mélanges Halil Sahilioğlu*, Zaghouan, FTERSI.

Wallerstein, I. (éd.), 1978, *The Impact of the "Annales" School on the Social Sciences, Review (Fernand Braudel Center)*, 1/3-4.

Winock, M., 1989, « Les générations intellectuelles », *Vingtième siècle*, 22, p. 17-38, DOI : 10.3406/xxs.1989.2124.